



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 43 – 10 décembre 2021

Sommaire

Fait marquant

- *Shell* se retire du projet controversé de champ pétrolifère de Cambo

Climat & Energie

- Les organisations patronales et syndicales appellent le Gouvernement à mettre en place une instance interministérielle chargée du suivi de l'atteinte de la neutralité carbone
- Le *Climate Change Committee (CCC)* qualifie les engagements climatiques de l'Ecosse de "vagues et faibles"
- Le maire de Londres dévoile un programme de 51 M£ pour lutter contre la précarité énergétique
- *EDF Energy* appelle le Gouvernement à protéger les ménages les plus précaires contre la forte hausse des prix de l'énergie

Environnement

- Le ministère de l'Environnement (Defra) pourrait autoriser l'utilisation du néonicotinoïde *Cruiser SB* pour venir en aide aux betteraviers

Industrie

- Les prix élevés de l'électricité au RU constituent un frein à la décarbonation de l'industrie sidérurgique selon *UK Steel*

Transport

- *Transport for London (TfL)* va supprimer des centaines d'emplois pour redresser sa situation financière
- Les opérateurs ferroviaires alertent sur l'ampleur des réductions des coûts d'exploitation exigées par le ministère des transports en 2022
- Une décision de la justice britannique va contraindre *Uber* et les autres services de VTC à revoir leur modèle économique

Fait marquant

Shell se retire du controversé projet de champ pétrolifère de Cambo

L'entreprise pétrolière britannique [Shell](#), qui participe à hauteur de 30 % dans le projet, a annoncé qu'après un examen approfondi, « les arguments économiques en faveur d'un investissement dans ce projet ne sont pas suffisamment solides ». L'abandon du projet fait suite aux [durcissements des normes environnementales](#) au Royaume-Uni, le projet devant remplir certaines « concessions climatiques » afin d'obtenir l'approbation du gouvernement. Si [Siccar Energy](#), entreprise majoritaire dans le projet, a annoncé chercher à le continuer, de nombreuses associations environnementales sont convaincues que le retrait de *Shell* lui a porté un « coup fatal » et signifie la fin des grands projets pétroliers en mer du Nord, jugés contraires aux engagements de neutralité carbone du RU.

Le chiffre de la semaine

36 %

C'est le pourcentage d'Écossais se déclarant incapables de payer leurs factures d'électricité, selon un sondage réalisé par [Citizens Advice Scotland](#). Les raisons principales invoquées sont la hausse des prix de l'énergie (80 %) et la hausse du coût de la vie (65 %).

Climat & Energie

Flash – [Friends of the Earth](#) et *Paid to Pollute* attaquent, dans deux actions en justice séparées, le Gouvernement pour le financement d'une centrale à gaz au Mozambique et le maintien d'[exonérations](#) fiscales dont bénéficient les compagnies pétrolières, tous deux jugés incompatibles avec les objectifs climatiques britanniques.

Flash – [Le géant des télécommunications BT](#) vise la neutralité carbone de ses clients (scope 3) d'ici 2040 grâce notamment au déploiement de la fibre optique, de son réseau mobile 5G et du *cloud computing*.

Flash – [Le Gouvernement](#) indiquera le 14 décembre s'il souhaite intervenir pour faire baisser le prix de la tonne de CO2 sur le marché carbone britannique, comme le lui permet l'activation récente du "[cost containment mechanism](#)".

Flash – Le fonds activiste américain [Elliott](#), actionnaire de l'entreprise d'énergie *SSE*, met la pression sur sa direction, demandant notamment qu'elle sépare l'activité dans les énergies renouvelables du reste du groupe, considérant que cela permettrait d'accroître considérablement la valorisation de l'entreprise.

Flash – La société écossaise *Global Energy Group* et l'entreprise espagnole *Haizea Wind* souhaitent ouvrir en 2023 [la plus grande usine de fabrication de mâts d'éoliennes du Royaume-Uni](#) dans le port de Nigg (Ecosse). Cette usine, d'un coût de 110 M£, pourrait créer 400 emplois et construire jusqu'à 135 tours en acier par an.

Les organisations patronales et syndicales appellent le Gouvernement à mettre en place une instance interministérielle chargée du suivi de l'atteinte de la neutralité carbone

La CBI, le TUC et plusieurs groupes et ONG environnementales, dont E3G, ont appelé, [dans une lettre non rendue publique](#), le Premier ministre et le Chancelier de l'Echiquier à mettre en place d'ici à la COP 27 prévue en novembre 2022 en Egypte, une instance de suivi interministériel chargée de vérifier la compatibilité des politiques publiques des différents ministères avec les cibles climatiques du RU. Les conclusions et recommandations de cet organe pourraient par ailleurs alimenter la NDC (contribution déterminée au niveau national) que le RU devra publier d'ici la prochaine COP. Les auteurs de la lettre invitent également le Gouvernement à soutenir davantage l'industrie en matière de décarbonation et à accompagner davantage la transition vers des emplois « verts » tout en dotant les collectivités locales de moyens plus conséquents pour réduire les émissions dans les secteurs des transports et du chauffage. Les signataires souhaitent également que le Gouvernement fasse davantage en matière d'adaptation et encourage l'ensemble des Etats à réduire leurs émissions dans le cadre de sa présidence.

Le Climate Change Committee (CCC) qualifie les engagements climatiques de l'Ecosse de « vagues et faibles »

Dans ce qui s'apparente [à une critique voilée](#), le Président du CCC, Lord Deben a indiqué dans [une lettre publique](#) que « la crédibilité du plan écossais de réduction des émissions de CO2 était menacée » alors même que les indépendantistes, au pouvoir avec les verts écossais, se sont engagés à adopter des cibles de réduction plus contraignantes. La coalition au pouvoir en Ecosse vise notamment un objectif de réduction de 20 % de la distance parcourue en voiture d'ici 2030 et la décarbonation d'un million de logements d'ici 2045, ce qui correspond également à la date à laquelle l'Ecosse devra atteindre la neutralité carbone. Lord Deben a indiqué qu'en l'absence d'une stratégie claire de baisse des émissions, le CCC n'était pour l'heure pas en mesure d'analyser les objectifs climatiques écossais au regard de l'absence d'éléments précis concernant leurs conditions d'atteinte et de mise en œuvre. M. Deben a également regretté l'absence de stratégie en matière de réduction des émissions dans le domaine agricole et le manque d'objectifs précis en matière de réduction de la consommation de viande et de laitages. Le Gouvernement écossais devrait prochainement faire certaines annonces lors de la présentation du budget, alors que 13 M£ ont déjà été alloués [aux autorités locales](#) pour améliorer leur taux de recyclage.

Le maire de Londres dévoile un programme de 51 M£ pour lutter contre la précarité énergétique

[Les fonds](#), composés de 48,7 M£ de subventions allant jusqu'à 20 000 £ du ministère de l'Economie et de l'Energie (BEIS) et de 2,6 M£ de financements de la mairie de Londres, doivent permettre la rénovation énergétique de près de 3 200 foyers mal-isolés. Face à la montée des prix de l'énergie, qui menace de plonger 75 000 foyers supplémentaires dans une [précarité](#)

[énergétique](#) touchant déjà 15% des habitants de la capitale, Sadiq Khan a déclaré « inacceptable » que des londoniens ne puissent pas se chauffer pendant l'hiver. Le maire entend, avec ce programme, lutter à la fois contre la précarité énergétique et le changement climatique. Améliorer l'efficacité énergétique du parc immobilier, dont le chauffage et l'éclairage représentent 78% des émissions du secteur immobilier de la capitale, est en effet considéré comme vital pour atteindre l'objectif de neutralité carbone de Londres en 2030.

EDF Energy appelle le Gouvernement à protéger les ménages les plus précaires contre la forte hausse des prix de l'énergie

Selon *EDF Energy*, filiale britannique d'*EDF* et quatrième fournisseur d'énergie au Royaume-Uni, le Trésor britannique devrait percevoir, suite à la forte hausse des factures d'énergie, 180 M£ de recettes de TVA supplémentaires. L'entreprise [propose la redistribution de ces recettes à plus de 2 millions de foyers vulnérables](#), fortement touchés par la hausse du coût de la vie. L'organisation *Citizens Advice* a en effet alerté que l'augmentation en avril du plafond des prix de l'énergie, ainsi que le coût mutualisé des faillites des fournisseurs, pourrait entraîner une hausse des factures énergétiques de 520 £ par an. Si des subventions gouvernementales existent déjà, notamment le *Warm Home discount*, qui offre un rabais de 150 £ à plus de 750 000 ménages, elles sont jugées insuffisantes par l'association *National Energy Action*, qui souligne que la flambée des prix de l'énergie pourrait plonger plus d'un million de ménages supplémentaires dans la pauvreté énergétique d'ici l'année prochaine.

D'anciens puits de pétrole britanniques pourraient être transformés en sites d'essai pour le stockage sous terre de CO2

Selon le [Net Zero Rise](#), un consortium d'universités et d'entreprises du secteur des énergies fossiles, les puits de pétrole et de gaz qui arrivent à épuisement pourraient être transformés en sites d'essais pour l'enfouissement souterrain du dioxyde de carbone. La capture et le stockage de carbone (CCS) est l'un des piliers de [la stratégie de neutralité carbone](#) du Royaume-Uni, qui s'est engagé à enfouir 50 M de tonnes de carbone d'ici à 2030. Si les réservoirs situés en Mer du Nord offrent le potentiel de stockage de CO2 le plus important, le consortium a souligné l'attrait des puits terrestres, qui permettraient [le développement](#) rapide et à bas coût de cette technique. Vingt anciens puits de forage, présentant des conditions géologiques similaires aux puits de la mer du Nord, pourraient ainsi être utilisés pour mieux comprendre comment réagit le CO2 sous terre, et s'assurer qu'il ne s'échappe pas. Le réaménagement de ces puits permettrait également d'étudier les conditions dans lesquelles pourraient être stocké l'hydrogène.

Environnement

Flash – Le [gouvernement gallois](#) s'est engagé à planter un arbre pour chaque foyer afin de contribuer à l'atteinte de ses objectifs climatiques.

Flash – Le Royaume-Uni serait prêt à accorder à l'industrie des produits chimiques un report de deux ans de l'entrée en vigueur d'[UK Reach](#), jusqu'en octobre 2027. L'enregistrement des produits chimiques dans cette nouvelle base de données, qui a vocation à remplacer le système européen *EU Reach*, pourrait coûter jusqu'à 1 Md£ pour les entreprises du secteur.

Le ministère de l'Environnement (Defra) pourrait autoriser l'utilisation d'urgence du néonicotinoïde *Cruiser SB* pour venir en aide aux betteraviers

En septembre dernier, le secteur de la betterave sucrière britannique a déposé une nouvelle demande d'autorisation d'urgence pour le traitement des semences de betteraves par le néonicotinoïde thiaméthoxame, commercialisé sous le nom de *Cruiser SB*. Ce pesticide est utilisé pour lutter contre les pucerons, vecteurs d'une maladie virale, la jaunisse de la betterave, qui induit d'importantes baisses de la production et contre lesquels aucune alternative n'est disponible pour le moment. Selon [le Guardian](#), le Defra s'apprêterait à délivrer cette autorisation d'urgence, comme il l'avait déjà fait l'an dernier. La dérogation accordée en 2020 n'avait pas été utilisée par les betteraviers en raison des conditions climatiques favorables. Comme dans l'Union européenne, ce néonicotinoïde est interdit au Royaume-Uni pour les traitements en extérieur depuis 2018. Alors que le ministre de l'Environnement conservateur d'alors, Michael Gove, avait exclu en 2017 tout recours à ce produit, sans nouvelle donnée scientifique, les organisations environnementales s'inquiètent de ce possible revirement qui irait à l'encontre de l'avis négatif du comité d'experts sur les pesticides. Elles insistent sur la rémanence des néonicotinoïdes dans l'environnement et tout particulièrement dans les sols, avec un risque de contamination des cours d'eau et rappellent que ces substances contribuent directement à la disparition des pollinisateurs, dont les abeilles en agissant directement sur leur système nerveux. Pour les ONG, cette nouvelle dérogation contreviendrait frontalement à l'*Environment Act* adopté le 9 novembre dernier qui a notamment pour objectif de cesser toute disparition d'espèces sauvages.

Industrie

Flash – [Alstom et Hitachi](#) remportent un contrat de 2 Md£ pour la fourniture de 54 trains qui desserviront la ligne à grande vitesse HS2 entre Londres et Manchester.

Flash – 31 120 [utilitaires légers](#) ont été vendus au RU en novembre, le plus haut niveau jamais enregistré pour ce mois, selon la *Society of Motor Manufacturers and Traders (SMMT)*.

Les prix élevés de l'électricité au RU constituent un frein à la décarbonation de l'industrie sidérurgique selon *UK Steel*

Dans un [rapport](#) publié cette semaine, l'association professionnelle représentant le secteur sidérurgique au RU rappelle que les prix de l'électricité peuvent représenter jusqu'à 20 % des coûts de production de l'acier. Si les prix de l'électricité ont toujours été plus élevés au RU qu'en Allemagne et en France, cet écart s'est accentué en 2021. En septembre et en octobre 2021, les producteurs britanniques payaient en moyenne 88£ de plus par MWh d'électricité que les producteurs allemands ou français, soit plus de quatre fois la moyenne observée sur les cinq dernières années. Selon *UK Steel*, ces prix plus élevés conduisent à un déficit d'investissement et rendent les producteurs britanniques moins compétitifs dans le contexte d'un marché internationalisé et fortement concurrentiel. Ils risquent également de retarder la décarbonation du secteur, la production d'acier décarboné étant davantage électro-intensive. *UK Steel* fait plusieurs recommandations notamment : renforcer le soutien financier au secteur (en tirant

partie de l'abandon des règles européennes en matière d'aides d'Etat) par exemple en réduisant les taxes environnementales ; réduire les coûts de réseau pour les industries les plus énergivores, à l'image de ce qui se fait en France et en Allemagne ; et introduire un mécanisme de limitation des prix de gros pour l'industrie, afin de limiter les pics de prix.

Transport

Flash – L'opérateur ferroviaire [Chiltern Railways](#), qui fait circuler des trains entre la gare de Londres Marylebone, l'Oxfordshire et les West Midlands depuis 1996, a obtenu un prolongement de sa franchise jusqu'en décembre 2027. L'opérateur s'est engagé à mieux indemniser les passagers en cas de retard et à réduire ses émissions de carbone en s'équipant de trains hybrides, fonctionnant au diesel et sur batterie.

Flash – Les trottinettes et monocycles électriques vont être interdits dans les [transports londoniens](#) après que ces véhicules ont provoqué plusieurs départs de feu au cours des derniers mois.

Flash – Les [entreprises du secteur du voyage](#) demandent une aide au gouvernement après que le rétablissement des obligations de test (avant le départ vers le RU, en sus du test PCR à faire dans les deux jours suivant l'arrivée, avec isolement dans l'attente du résultat) a considérablement dégradé leurs perspectives de reprise.

Transport for London (TfL) va supprimer des centaines d'emplois pour redresser sa situation financière

TfL prévoit de supprimer [600 emplois](#) liés au « service clientèle » : 250 postes actuellement vacants ne seraient pas pourvus et 350 départs ne seraient pas remplacés. Le syndicat [Rail, Maritime and Transport union](#) (RMT) a annoncé de nouvelles grèves pour protester contre cette mesure de « managed decline ». La fréquentation des bus et des métros sont respectivement revenus à 70 % et 63 % de leurs niveaux d'avant la pandémie, ce qui ne permet pas à TfL, dont le financement est assuré à plus de 70 % par les achats de billets, de recouvrer ses pertes financières liées à la pandémie. Le gestionnaire des transports londoniens a bénéficié de trois plans de sauvetage depuis 2020. Le dernier arrive cependant à échéance le 11 décembre et TfL estime qu'il lui manque 1,7 Md£ pour maintenir son niveau de services jusqu'en 2023. Près d'une centaine de responsables du [secteur privé](#) ont [écrit](#) au chancelier de l'Echiquier, Rishi Sunak, afin de demander l'octroi de ce plan de soutien. Selon eux, le maintien d'un réseau de transports en commun à Londres bénéficie à l'ensemble de l'économie britannique et contribue à l'atteinte ses objectifs du RU en matière de décarbonation des transports. La [Chambre des Lords](#) a débattu [jeudi](#) de l'avenir financier de TfL ; le gouvernement souligne qu'il ne peut pas multiplier les plans de soutien à court terme et insiste sur la nécessité pour le maire de Londres et TfL de prendre des mesures permettant de retrouver une situation financière soutenable, si possible d'ici le printemps 2023.

Les opérateurs ferroviaires alertent sur l'ampleur des réductions des coûts d'exploitation exigées par le ministère des transports en 2022

Le *Department for Transport* (DfT), qui doit diminuer ses dépenses de 10 % en 2022 pour respecter les engagements budgétaires fixés par le Trésor, a demandé aux [opérateurs ferroviaires](#) de réduire

de plusieurs centaines de millions de livres leurs coûts d'exploitation. Le *DfT* justifie cette décision par l'ampleur du soutien financier accordé aux opérateurs pour faire face à leurs pertes de revenus liées à la pandémie. Depuis mars 2020, les opérateurs reçoivent une rémunération fixe pour fournir leurs services, le gouvernement assumant les risques de trafic. Selon les données de l'*Office for Rail and Road*, ces mesures ont coûté 6,5 Md£ au Trésor britannique sur la période 2020-2021. Les coûts d'entretien des infrastructures étant difficilement compressibles, ces efforts budgétaires pourraient se traduire par des licenciements massifs, ce qui a mené plusieurs syndicats à annoncer de nouveaux mouvements de [grèves](#). Les opérateurs ferroviaires s'inquiètent également des conséquences financières d'une baisse probable de la qualité de service : les futurs contrats de franchise prévoient en effet qu'au moins 20 % des rémunérations versées aux opérateurs dépendront d'indicateurs de performance, dont la satisfaction des passagers. Les efforts budgétaires demandés interviennent alors que plusieurs représentants du secteur ferroviaire s'interrogent sur l'avenir de *Great British Railways*, futur organisme public en charge de l'organisation des transports ferroviaires, et sur les ambitions de la stratégie de *levelling up*.

Une décision de la justice britannique va contraindre *Uber* et les autres services de VTC à revoir leur modèle économique

En février 2021, une décision de la Cour suprême britannique avait conclu que les chauffeurs *Uber* n'étaient pas des travailleurs indépendants (*self-employed*). L'entreprise a depuis requalifié ses 70 000 chauffeurs britanniques en travailleurs (*workers*), un statut intermédiaire entre employé et indépendant ouvrant le droit à certains avantages et protections (salaire minimum, congés payés, cotisations retraite). La [décision](#) de la Haute Cour rendue ce mardi, qui fait suite à une demande d'*Uber* de clarifier certains éléments de la décision rendue en février, va plus loin que celle de la Cour suprême puisqu'elle qualifie *Uber* de fournisseur de transport (*transportation provider*) plutôt que d'agent assurant un service de mise en relation. Les services rendus dépendront désormais d'une relation contractuelle entre la plateforme et les passagers, plutôt qu'entre les chauffeurs et les passagers. Cette décision de justice pourrait obliger également *Uber* à acquitter la [TVA](#) sur le prix des trajets. Afin de compenser ce coût, l'entreprise devra certainement augmenter à nouveau ses tarifs ou la commission qu'elle encaisse pour chaque trajet. *Transport for London (TfL)* a par ailleurs écrit aux autres opérateurs de transport de la capitale pour s'assurer qu'ils se mettent en conformité avec la décision de la Haute Cour.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international